

→ DÉCENTRALISATION

Pour un pacte de confiance entre l'État et les collectivités



Nous appelons de nos vœux la mise en place d'une instance pérenne de dialogue et de concertation

Le 15 mai dernier, François Hollande a pris ses fonctions de président de la République. En mon nom personnel et au nom de l'Association des maires de France, j'ai formé à son égard des vœux de plein succès dans la conduite de l'importante mission qui lui a été confiée par les Français.

Forte de ses 36 000 adhérents, l'AMF a toujours entendu entretenir, avec le pouvoir exécutif et l'ensemble des pouvoirs publics, des relations exigeantes mais toujours loyales. Au moment où nous devons ensemble, État et collectivités locales, assurer la maîtrise des finances publiques en limitant notamment l'inflation des normes législatives, conforter la compétitivité de notre pays tout en répondant aux urgences sociales qu'entraîne la crise, il est impératif que nous agissions dans un climat de confiance et de respect mutuel.

C'est la raison pour laquelle, au moment où le président de la République a annoncé la mise en place d'un nouvel acte de la décentralisation « susceptible de donner de nouvelles libertés pour le développement de nos territoires », nous appelons de nos vœux l'instauration d'un réel pacte de confiance entre l'État et les collectivités qui doit se traduire par la mise en place d'une instance pérenne de dialogue et de concertation sur l'ensemble des politiques nationales et européennes ayant des conséquences sur les collectivités territoriales.

L'AMF souhaite assumer pleinement son rôle au sein de cette instance pour aborder les grands chantiers qui concernent aujourd'hui nos communes et communautés : le maintien et la pérennisation de notre capacité d'investissement, la clarification des compétences entre l'État et les collectivités locales dans un certain nombre de domaines, l'aménagement du territoire, le développement des services publics de qualité et de proximité essentiels pour la vie de nos concitoyens, avec notamment le très haut débit pour tous.

Dans la lettre que j'ai adressée au président de la République, je l'ai assuré de la disponibilité de notre association pour apporter sa contribution constructive sur tous ces sujets.